

Carrière de Chevresis-Monceau (02)

*Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Prolongation de la durée d'exploitation de la
carrière*

*Décembre 2015
A81360/ B*

LVM TP

1 rue Montfourny
02100 Saint-Quentin
Interlocuteur : Mr Gérard LAURENT
Tél. : 03 23 05 42 20
Mail : lvmtp@orange.fr

Direction Régionale Nord-Est
Synergie Park
5 avenue Louis Néel
59260 LEZENNES
Tél. secrétariat : 03.20.43.25.55
www.anteagroup.fr

Titre du rapport:	Carrière de Chevresis-Monceau (02) Dossier de demande d'autorisation d'exploiter Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière
N° de Projet :	PIC P 14 0241
Statut :	Dossier final
Date :	Décembre 2015

Nom du Client :	LVM TP
Nom du Contact Client :	Monsieur Gérard LAURENT
Coordonnées :	1 rue Montfourny 02100 Saint-Quentin

Auteurs :	Jeanne LAUDE
Chef de projet :	Jeanne LAUDE
Coordonnées :	ANTEA GROUP Synergie Park 5 Avenue Louis Néel 59260 Lezennes
Vérification :	Valérie TROMMETER

Contexte du dossier

La société LVM TP est titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12 août 1996 pour l'exploitation d'une carrière de craie sur la commune de Chevresis-Monceau au lieu-dit "Le Long Bois" dans le département de l'Aisne (02).

Cette autorisation porte sur une surface de 10 ha et est valable pour une durée de 20 ans. Elle arrivera à échéance en août 2016.

Le gisement exploitable dans le cadre de l'autorisation actuelle n'a pu être exploité sur la totalité de la capacité prévue. La société LVM TP désire donc obtenir une prolongation d'exploitation du site à périmètre constant selon les mêmes modalités d'exploitation que précédemment.

La carrière de Chevresis-Monceau constitue une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumise à autorisation d'exploiter au titre de la rubrique 2510-1 « Carrières (exploitation de) ».

L'article R.512-36.II du Code de l'Environnement précise que « le bénéficiaire d'une autorisation de durée limitée qui désire obtenir son renouvellement est tenu de déposer une nouvelle demande, qui est soumise aux mêmes formalités que la demande primitive. »

Cette demande fait l'objet du présent dossier.

Auteurs

Ce dossier a été réalisé par Madame Jeanne LAUDE, Ingénieur de projets au sein d'Antea Group, pour le compte de la société LVM TP, représentée par Mme Béatrice LAURENT, gérante.

Contenu du dossier

Le présent dossier de demande d'autorisation d'exploiter répond dans son fond et dans sa forme aux articles R.512-2 à R.512-9 du Code de l'Environnement, pris pour application de la partie législative du Code de l'Environnement et notamment du titre 1^{er} du Livre V relatif aux I.C.P.E. Il comprend les parties suivantes :

🔗 **Pièce 1 - Résumés non technique du dossier** permettant au lecteur non spécialiste d'avoir une vision synthétique du dossier.

🔗 **Pièce 2 – Demande d'autorisation, Présentation de la société et descriptif technique des installations**

Cette partie précise l'identité du demandeur, les activités de la société et du groupe, les capacités techniques et financières du demandeur, ainsi que la présentation et la justification du choix du projet. Elle détaille également les activités envisagées et leur classement selon la nomenclature ICPE.

Enfin, cette partie comprend également le dossier graphique incluant :

- Une carte au 1/ 25 000 sur laquelle est indiqué l'emplacement de l'installation ;
- Un plan à l'échelle de 1/ 2500 des abords de l'installation dans un rayon de 300 m. Sur ce plan sont indiqués tous bâtiments avec leur affectation, les voies de chemin de fer, les voies publiques, les points d'eau, canaux et cours d'eau ;
- Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/ 500 indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé des réseaux existants.

🔗 **Pièce 3 – Etat initial de l'environnement** permettant d'identifier les enjeux environnementaux du territoire sur lequel est implanté le site.

🔗 **Pièce 4 - Etude d'impact**, comprenant :

- l'analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires et permanents des installations sur l'environnement, y compris pendant la phase de travaux,
- l'analyse des effets cumulés sur l'environnement et la santé humaine du projet avec d'autres projets connus,
- une esquisse des principales solutions de substitution et les raisons pour lesquelles, eu égard aux effets sur l'environnement ou la santé humaine, le projet présenté a été retenu,
- la compatibilité du projet avec l'affectation des sols,
- les mesures envisagées par le demandeur pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs de l'installation, une estimation des dépenses correspondantes, ainsi que les modalités de suivi de ces mesures et de suivi de leurs effets,

- pour les catégories d'installations définies par l'arrêté du 26 avril 2011 relatif à la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles prévue par l'article R. 512-8 du Code de l'Environnement, la justification du choix des mesures envisagées et les performances attendues au regard des meilleures techniques disponibles, au sens de la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution,
- une présentation des méthodes utilisées pour établir l'état initial et évaluer les effets du projet sur l'environnement et une description des difficultés éventuelles rencontrées pour réaliser cette étude,
- les conditions de remise en état du site après exploitation,
- les noms et qualités précises et complètes du ou des auteurs de l'étude d'impact et des études qui ont contribué à sa réalisation.

🔗 **Pièce 5 - Etude de dangers** qui, d'une part, expose les dangers que peut présenter l'installation en cas d'accident, en présentant une description des accidents susceptibles d'intervenir (que leur cause soit d'origine interne ou externe) et en décrivant la nature et l'extension de leurs conséquences, et d'autre part, justifie les mesures propres à réduire leurs probabilités et leurs effets, déterminées sous la responsabilité du demandeur.

🔗 **Pièce 6 - Notice relative à l'hygiène et à la sécurité** du personnel qui vérifie la conformité de l'installation avec les prescriptions législatives et réglementaires.

**Mention des textes qui régissent l'enquête publique et indication de la façon dont
cette enquête s'insère dans la procédure administrative
(articles R.123-1 à R.123-33 du Code de l'Environnement)**

Les installations classées soumises à autorisation font partie des ouvrages soumis à enquête publique en vertu de la liste de l'article R.122-21 complétée par les dispositions de l'article R.123-1 du Code de l'Environnement.

L'enquête publique est régie par :

- les articles L.123-1 à 19 du Code de l'Environnement,
- les articles R.123-1 à 123-33 du Code de l'Environnement,
- les articles L.511 à L.517 du Code de l'Environnement
- les articles R.512-1 à 515-46, R.512-67 à R.512-74 et R.516-1 à 516-6 du Code de l'Environnement.

L'enquête est destinée à fournir aux tiers tous les éléments d'information nécessaires sur l'installation afin qu'ils puissent formuler leur opinion. Elle est organisée sous l'autorité du préfet qui demande au président du tribunal administratif la désignation d'un commissaire enquêteur.

Pendant toute la durée de l'enquête (un mois au minimum), le public peut faire part au commissaire enquêteur de ses appréciations, suggestions et contre-propositions soit verbalement, soit par correspondance, soit en les consignant sur le registre d'enquête.

Parallèlement, le préfet consulte, pour avis, les services administratifs compétents (Agence Régionale de Santé (ARS), Directions Départementales des Territoire et de la Mer (DDTM), Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (DDIS), DREAL et autres s'il y a lieu) ainsi que les conseils municipaux des communes concernées.

A la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur convoque le demandeur dans les 8 jours et lui communique les observations écrites et orales. Le pétitionnaire a alors 12 jours pour présenter un mémoire de réponses. Le commissaire enquêteur rédige un rapport d'enquête dans lequel il relate le déroulement de l'enquête, examine les observations du public et les réponses du demandeur. Il y indique ses conclusions motivées.

A compter de la réponse du demandeur ou à l'expiration du délai imparti à ce dernier pour répondre, ces documents sont transmis dans les 8 jours au préfet. Ce dernier, après avoir recueilli l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) a alors trois mois pour délivrer ou non l'autorisation d'exploiter via un arrêté préfectoral.

LVM TP

*Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière*

A81360/ B

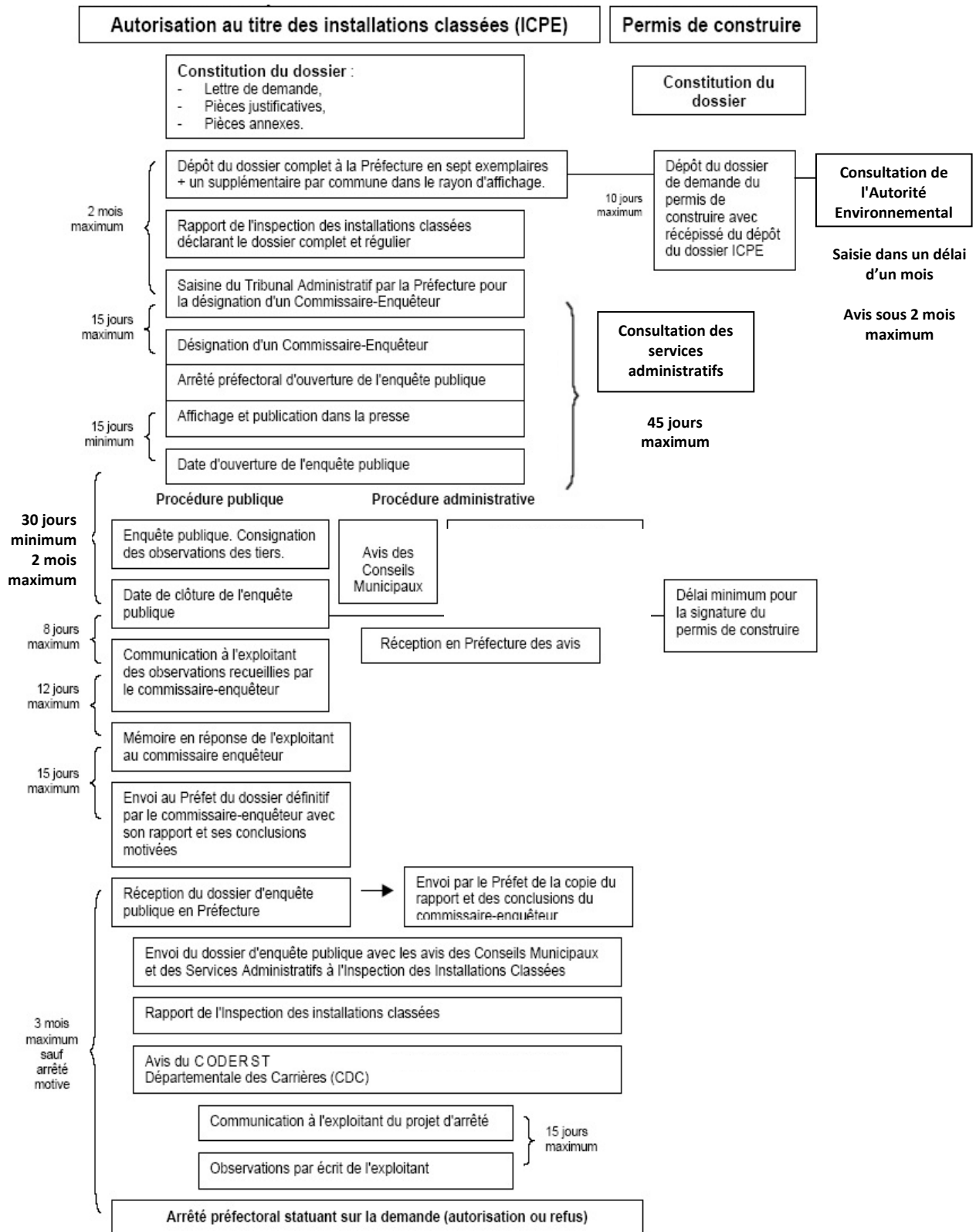
Le rapport d'enquête, les conclusions du commissaire enquêteur, ainsi que le mémoire en réponse du demandeur peuvent être consultés en préfecture ou en mairie pendant un an.

Le permis de construire, quand il est nécessaire, ne peut être accordé qu'après la clôture de l'enquête publique. La procédure de cette enquête est présentée ci-dessous :

LVM TP

*Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière*

A81360/ B



Glossaire

AASQA	Association Agréée de Surveillance de la Qualité de l’Air
ADEME	Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
AE	Autorité Environnementale
AEP	Alimentation en Eau Potable
AMT	Association Médicale du Travail
AOC	Appellation d’Origine Contrôlée
AOP	Appellation d’Origine Protégée
APB	Arrêté de Protection de Biotope
ARS	Agence Régionale de Santé. L’ARS regroupe en une seule entité plusieurs organismes chargés des politiques de santé dans les régions et les départements, notamment les directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales (DRASS et DDASS), agences régionales de l’hospitalisation (ARH), groupements régionaux de santé publique (GRSP), ...
ATMO	Indice de qualité de l'air
AVAP	Aire de mise en Valeur de l’Architecture et du Patrimoine
BRGM	Bureau de Recherche Géologique et Minière
CACES	Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité
CCVO	Communauté de Communes du Val de l’Oise
CDD	Contrat à Durée Déterminée
CDNPS	Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites
CGEDD	Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable
CIPAN	Culture Intermédiaire Piège A Nitrates
CIS	Centre d’Intervention et de Secours
CITES	Convention on International Trade of Endangered Species (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction)
CO ₂	Dioxyde de carbone
COV	Composés Organiques Volatils
Da	Densité d'arcs, nombre d'arcs de foudre au sol par km ² et par an
DCE	Directive Cadre sur l’Eau
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
DDT/DDTM	Directions Départementales des Territoire et de la Mer. Elles regroupent l’essentiel de la DDE (direction départementale de l’équipement), de la DDAF (direction

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

A81360/ B

	départementale de l'agriculture et de la forêt), des directions des affaires maritimes pour les régions littorales (DDAM ou DIDAM) et une partie des services de la préfecture.
DDRM	Dossier Départemental des Risques Majeurs
Df	Nombre de coup de foudre au sol par km ² et par an
DRAF	Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
EPI	Equipement de Protection Individuelle
GES	Gaz à Effet de Serre
HCl	Acide Chlorhydrique
ICPE	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
IED	Industrial Emissions Directive
IFN	Inventaire Forestier National
IGN	Institut Géographique National
IGP	Indication Géographique Protégée
INAO	Institut National des Appellations d'Origine
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
InVS	Institut de Veille Sanitaire
IOTA	Installations, Ouvrages, Travaux et Activités
IPPC	Integrated Pollution Prevention and Control
MTD	Meilleure Technique Disponible
NATURA 2000	Réseau écologique européen concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage
NGF	Nivellement Général de la France, constitue un réseau de repères altimétriques disséminés sur le territoire français métropolitain continental
Ng	Densité de foudroiement
Nk	Niveau kéraunique, nombre de jours par an où l'on a entendu gronder le tonnerre
NO _x , NO ₂ , NO	Oxydes d'azote, dioxyde et monoxyde d'azote
NQE	Norme de Qualité Environnementale
O ₃	Ozone
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durable
PCET	Plan Climat Energie Territorial
PCI	Pouvoir Calorifique Inférieur
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PM ₁₀ ou PM _{2,5}	Poussières en suspension de granulométrie 10 microns ou 2,5 microns

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

A81360/ B

PNR	Parc Naturel Régional
POS	Plan d'Occupation des Sols
PPA	Plan de Protection de l'Atmosphère
PPR	Plan de Prévention des Risques
PPRI	Plan de Prévention des Risques Inondation
PPRT	Plan de Prévention des Risques Technologiques
PRQA	Plan Régional pour la Qualité de l'Air
PRSE	Programme Régional Santé Environnement
PSQA	Plan de Surveillance de la Qualité de l'Air
QMNA ₅	Débit d'étiage mensuel quinquennal
PTI	Protection du Travailleur Isolé
RAMSAR	Zone Humide d'Importance Internationale découlant de la Convention RAMSAR
RGIE	Règlement Général des Industries Extractives
RNN	Réserve Naturelle Nationale
RNU	Règlement National d'Urbanisme
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SAMU	Service d'Aide Médicale Urgente
SCOT	Schéma de COhérence Territoriale
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDC	Schéma Départemental des Carrières
SEI	Seuil des Effets Irréversibles
SELS	Seuil des Effets Létaux Significatifs
SIC	Site d'Intérêt Communautaire
SNCF	Société Nationale des Chemins de Fer
SO ₂	Dioxyde de soufre
SRCAE	Schéma Régional Climat Air Energie
SRCE	Schéma Régional de Cohérence Ecologique
STG	Spécialité Traditionnelle Garantie
TMD	Transport de Marchandise Dangereuse
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
TVB	Trame Verte et Bleue
UCCSA	Union des Communautés de Communes du Sud de l'Aisne
VNF	Voies Navigables de France
ZER	Zone à Emergence Réglementée
ZHIEP	Zone Humide d'Intérêt Environnemental Particulier
ZICO	Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique
ZPPAUP	Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager
ZPS	Zone de Protection Spéciale

ZRE	Zone de Répartition des Eaux
ZSC	Zone Spéciale de Conservation
ZSGE	Zone Humide stratégique pour la Gestion de l'Eau